

Migrations : quelle histoire faisons-nous en Méditerranée ?

Le phénomène migratoire est un fait de notre temps rappelait le pape François le 23 septembre à Marseille. Il est aussi un signe des temps disait le cardinal Martini¹ qui a influencé la doctrine du pape sur les migrations. On connaît le célèbre aphorisme de Raymond Aron « les hommes font l'histoire mais ils ne savent pas l'histoire qu'ils font ». Il reprenait en la déformant une analyse de Marx dans son « 18 Brumaire de Louis Bonaparte » : « Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas de plein gré, dans des circonstances librement choisies ; celles-ci, ils les trouvent au contraire toutes faites, données, héritage du passé. »

Les migrants veulent faire leur propre histoire et ils ne la font pas dans des circonstances librement choisies. Marx ajoutait : « *La tradition de toutes les générations mortes pèse comme un cauchemar sur le cerveau des vivants* » Que pèse sur nos cerveaux le cimetière marin des 27 364 migrants morts et portés disparus en Méditerranée depuis dix ans (2 063 depuis le début de l'année 2023) ? Nous savons pourtant la triste histoire que nous continuons d'écrire, avec les vingt-huit textes que la France a promulgué depuis 1984 et les mêmes objectifs : contrôler les flux et accélérer les procédures de refoulement. Nous avons la profondeur historique pour savoir que depuis quarante ans, cet empilement de lois n'a pas empêché les jeunes gens des autres rives de la Méditerranée de continuer de forcer leur destin en traversant la mer pour venir chez nous en Europe. Nous savons que la réduction constante, de loi en loi, du droit d'asile, n'empêche en rien les migrations économiques, politiques et maintenant climatiques. Nous savons que dans le futur, ces migrations continueront et iront en s'amplifiant. Nous savons tout cela. Et pourtant nous nous enfermons dans cette impasse politique et humanitaire qui entraîne de plus en plus de souffrances et de morts. Emmanuel Macron est un récidiviste dans ce domaine. En 2018, dans le sillage de la loi de 2015 sur l'asile, votée pendant le

quinquennat de François Hollande, la loi Collomb venait approfondir la régression du droit d'asile, notamment le droit à un jugement et le droit à la défense. Dans une logique de rétrécissement des délais de saisine de la justice après un rejet administratif de demande d'asile, on rognait sur les droits à un procès équitable : juge unique dans la nouvelle procédure accélérée, délais ne permettant plus de monter un dossier solide auprès de la Cour nationale du droit d'asile à Montreuil. Le nouvelle loi Darmanin, intitulée « *projet de loi pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration* », qui entre à nouveau au Parlement², continuera dans cette pente la plus facile à suivre, celle qui descend : généralisation du juge unique, fin de la collégialité, territorialisation de la Cour nationale du droit d'asile. Des logiques de rendement judiciaire sous la tutelle des préfets, qui affaiblissent encore une fois les instances de protection.

Une impasse politique et humanitaire

Ajoutons que le texte, en instrumentalisant la qualification de menace à l'ordre public, est centré sur des mesures qui visent à criminaliser les personnes étrangères et à faire tomber les dernières protections contre une mesure d'expulsion. La droite et l'extrême droite, en embuscade au Sénat et à l'Assemblée nationale, présenteront des amendements qui viendront accentuer la pente sécuritaire-identitaire. Darmanin courra alors derrière ces parlementaires pour faire passer sa loi. Ça aussi, on le sait.

La réalité des faits et des chiffres

Les images des 12 616 personnes arrivées clandestinement à Lampedusa depuis les côtes africaines, rien que pour la première quinzaine de septembre³, ont été une aubaine pour Marine Le Pen, Jordan Bardella, Eric Ciotti et Bruno Retailleau, avec l'effet de focale étroite qu'elles permettaient au moment où les postures politiques martiales s'affichaient dans les médias

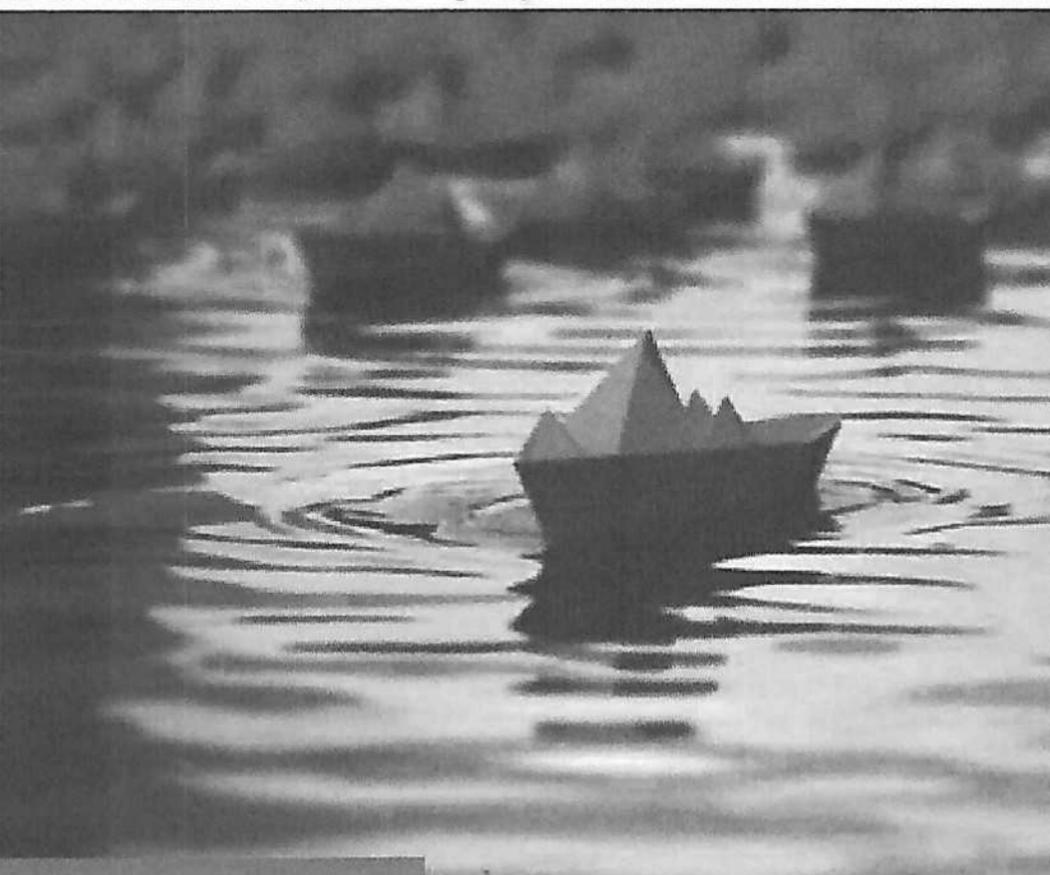
avant le début de l'examen de la loi Darmanin au Parlement. Nous connaissons pourtant les chiffres réels de l'immigration que les chercheurs et les associations de solidarité nous décryptent, si l'on veut bien prendre la peine de chercher l'information plutôt que d'écouter paresseusement les chroniqueurs et les politiques aux passions tristes. En 2020 les 280 millions de migrants internationaux représentaient 3,6 % de la population mondiale, contre 2,8 % en 2000. En 2022, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés estimait que sur les 42,4 millions de personnes en demande d'asile dans le monde, 74 % étaient accueillies dans un pays à revenu faible ou intermédiaire, et 69 % dans des pays voisins.

Sur les 87 millions de migrants internationaux résidant en Europe (450 millions d'habitants), la moitié venait d'un pays européen⁴. Depuis début 2023, on compte 231 900 personnes arrivées irrégulièrement en Europe, un chiffre qui devrait être stable par rapport à 2022 (331 423) et très en deçà de 2015 (1,8 millions)⁵. En 2023, en France (67,8 millions d'habitants), les immigrés sont 7 millions dont 2,5 naturalisés français, dont 32,3 % nés en Europe et 48,2 % nés sur le continent africain. Le solde migratoire sur les dix dernières années est de 200 000 en moyenne contre 160 000 les dix années précédentes⁶. Les quelque milliers de jeunes femmes (50 % des arrivants), de jeunes hommes et d'enfants débarqués irrégulièrement à Lampedusa en septembre représentent 5,4 % des migrants arrivés en Europe depuis le début de l'année. Leur niveau moyen d'études est le bac. Un calcul froid montre qu'en 2023 il y aurait 1 noyé ou disparu comptabilisé pour 112 passages clandestins réussis ; 1 pour 60 si l'on intègre une estimation de noyades selon l'Office des migrations internationales.

Immédiateté et temps long de l'histoire

Quelques derniers chiffres... En 2021 le nombre d'enfants nés vivants en Europe pour 1000 personnes était de 9,1 et celui des décès de 11,9 : la population européenne diminuerait de 0,28 % par an si le solde migratoire ne venait pas compenser ce déclin⁷. Depuis février 2022, 120 000 réfugiés ukrainiens ont été accueillis en France, 8 millions en Europe. En février 2023, la Cour des comptes estimait que l'accueil des Ukrainiens en 2022 avait coûté environ 630 millions d'euros à la France. Cette prise en charge exceptionnelle représente le double du budget alloué aux demandeurs d'asile. L'accueil de personnes étrangères est bien une question de volonté politique. Depuis un arrêté du 1^{er} avril 2021, une liste de plus de trente familles professionnelles, organisées par région, autorise le travail pour un étranger non ressortissant européen sans que lui soit opposée la recherche préalable de candidats déjà présents sur le marché du travail. Ce sont les fameux métiers en tension de la loi Darmanin qui ne concernent pas que les aides à domicile, la restauration ou des métiers difficiles et peu qualifiés dont les Français ne veulent plus, comme on l'entend souvent dire, mais aussi les cadres techniques de l'environnement, les dessinateurs en électronique ou en mécanique, les géomètres, les cadres en télécommunication, et... les comptables.

AVANT-SCÈNE



Ces faits bruts montrent que le phénomène migratoire et l'immigration sont bien un enjeu et un défi, mais que nous ne sommes pas face à un péril civilisationnel, à des nuées de criquets pèlerins prêts à fondre sur nos jardins, à une invasion ou à un grand remplacement. La loupe de philatéliste compulsif fixée sur Lampedusa, que nous ont mise sous les yeux l'extrême droite et les télévisions en continu, avec leur chapelets de commentaires affolés, a été heureusement contrebalancée par la hauteur de vue et le plan large présenté par le pape François à Marseille. Les pendules du temps long de l'histoire en Méditerranée y ont été remises à l'heure, même si une bonne partie du public, à la messe du Stade Vélodrome de Marseille, lorgne du côté de Le Pen, Zemmour et leurs épigones du parti LR, pendant que Macron et Darmanin avalaient en même temps des couleuvres et des pansements gastriques en écoutant le pape dire au Palais du Pharo : « *Les migrants n'envahissent pas, ils cherchent l'hospitalité.* »

Rejouer Poitiers ?

Nous savons tout cela : l'histoire longue de la Méditerranée, la raison, la réalité des sciences sociales, le devoir d'humanité et d'hospitalité, la réalité démographique, le droit à la libre circulation consacrée par l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, « *la vocation universelle de fraternité* », l'internationalisme, la division internationale du travail qui crée les inégalités à l'échelle de la planète, la mondialisation libérale et le changement climatique. Mais nous savons aussi que ces arguments ne font pas politiquement le poids face aux convictions de celles et ceux, nombreux, qui veulent rejouer en France la bataille de Poitiers de 732 contre les Arabes ou en Europe celle de Lépante en 1571 contre les Turcs à l'entrée du golfe de Patras sur les côtes occidentales de la Grèce. Sans avoir ces délires civilisationnels racistes en tête, même si le grand récit national de l'histoire de France le chatouille, Emmanuel Macron, par manque de vision, est leur fourrier.

Alors, élargissons encore la focale que le pape François a utilisée. A l'est du continent, en Ukraine, sur les rives septentrionales de la mer Noire, la grande extension nord-orientale de la Méditerranée, l'Europe fait face à un ennemi brutal, la guerre est là. Des crimes de guerre s'y accumulent. L'avenir de l'Europe s'y joue, rien ne sera comme avant après ce séisme géostratégique. La guerre s'étend au-delà des armes et concerne l'énergie, les finances, les matières premières, la digitalisation, les composants électroniques et les technologies de pointe. Une deuxième guerre froide s'est installée. Pendant ce moment existentiel pour notre continent, que faisons-nous ? En Ukraine, l'Europe défend une approche morale de ses intérêts stratégiques au nom de valeurs, alors qu'en Méditerranée elle met en œuvre une approche sécuritaire contre ses intérêts stratégiques au nom de l'identité. Sous la pression de l'extrême droite et de régimes de moins en moins démocratiques comme en Pologne, en Hongrie et en Italie, nous essayons de rendre hermétiques nos frontières, nous criminalisons les migrations venues du sud et de l'est de la Méditerranée, comme si nous entrions en guerre sur un autre front, contre les migrants. La Russie, la Chine, les puissances moyennes comme la Turquie, le Brésil, l'Afrique du Sud, le Maroc, les pétromonarchies ont bien vu cette erreur stratégique de notre pays européen qui ne sort toujours pas de son histoire coloniale, et s'y engouffre.

« Décider de notre destin »

La prise de conscience géostratégique des Européens, née le 24 février 2022 en Ukraine, doit s'étendre à la question migratoire, mais à front renversé, en accueillant ces femmes et ces hommes qui nous demandent l'hospitalité. Nous devons modifier de fond en comble notre doctrine européenne sur les migrations, proposer une stratégie de long terme d'accueil des réfugiés, élargir le droit d'asile aux droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux et avancer dans la mise en œuvre de nouvelles politiques d'intégration. On dit que l'opinion publique n'est pas prête. Les derniers travaux de Thomas Piketty

et Julia Cagé, dans leur monumentale histoire des conflits politiques⁸, montrent que les conflits politiques qui structurent la France aujourd'hui ne concernent pas l'immigration, mais la désindustrialisation et les inégalités sociales et territoriales. La lecture des « cahiers de doléances » du Grand Débat de 2019, après l'insurrection des Gilets jaunes, le confirme. Le vote identitaire n'est pas l'apanage des classes populaires que les mots racailles, karcher, nuisibles, mobilisent partiellement à peu de frais le temps d'une élection. Il faut fermer l'open bar identitaire médiatique en continu, déconstruire les discours xénophobes et racistes, introduire l'enseignement laïc des religions à l'école, relire notre roman national, régulariser les sans-papiers, ouvrir le droit à l'aller-retour... La tâche est immense. Nous savons l'histoire que nous devons écrire et nous ne devons pas laisser la plume à l'extrême droite. Les migrations sont l'occasion de décider de notre destin. □ **Christophe Courtin**

1. Carlos Maria Martini (1927-2012). Archevêque de Milan, cardinal en 1983, Jésuite. Il incarnait une ligne de l'Église ouverte au monde. « *Seigneur, donne toujours à ton peuple des pasteurs qui troublent la fausse paix des consciences.* »

2. La lecture de la loi avait commencé au Sénat en mars 2023, avant d'être repoussée à cause des manifestations contre la réforme des retraites

3. 27 202 migrants sont déjà arrivés en Italie depuis janvier 2023. Deux fois plus qu'en 2022 et quatre fois plus qu'en 2021.

4. Chiffres CIMADE.

5. Chiffres FRONTEx.

6. Chiffres INSEE.

7. Chiffres Commission européenne. Eurostat 2023.

8. Thomas Piketty, Julia Cagé. *Une histoire des conflits politiques. Elections et inégalités sociales en France 1789-2022*. Editions du Seuil, septembre 2023.

Cologne : le bras de fer continue

Le mercredi 20 septembre, quelques centaines de personnes assistaient à la cérémonie baptisée « *All you need is love* », armées de drapeaux arc-en-ciel. Des prêtres et des diacres de différents diocèses ont procédé à la bénédiction de couples homosexuels devant la prestigieuse cathédrale de Cologne. Ce n'est pas une première, puisque certains prêtres ont déjà organisé de telles cérémonies. Mais au pied de l'imposante cathédrale de Cologne, il s'agissait de répondre au cardinal de Cologne, le conservateur Rainer Maria Woelki, qui avait rappelé à l'ordre un prêtre pour avoir organisé une telle bénédiction. L'Église catholique allemande continue d'être agitée par un profond mouvement de contestation des dogmes établis, dans la mouvance du Chemin synodal très novateur. Les laïcs font pression pour obtenir des réformes, soutenus par une majorité d'évêques. Le Vatican marche sur des œufs.

Coulisses : Macron et le pape comme chien et chat

Rien n'aura été simple dans l'organisation de la venue du pape à Marseille, les vendredi et samedi 22 et 23 septembre. Tout a commencé avec une petite provocation du pape François lâchée l'air de rien, disant qu'il se rendait « *à Marseille et non en France* ». Sous-entendu, ce déplacement n'était pas une visite officielle. D'un côté, l'Élysée voulait qu'Emmanuel Macron soit le plus visible possible ; de l'autre, le Vatican voulait qu'Emmanuel Macron soit le moins présent possible. Chaque étape a donc donné lieu à des négociations tendues entre les deux institutions. Le président espérait par exemple dîner

avec le pape le vendredi soir mais il a essuyé un refus. Résultat, le chef de l'État a décidé de bouder la cérémonie d'accueil du souverain pontife et d'envoyer Elisabeth Borne à sa place. Emmanuel Macron ne s'est déplacé à Marseille que le samedi pour un entretien bilatéral qu'il a obtenu de haute lutte, au cours duquel ont peut-être été abordées les questions qui fâchent. En particulier le projet de loi sur l'immigration qui doit revenir au Parlement cet automne, pendant que la situation à Lampedusa plonge l'Europe dans une nouvelle crise

Évangélisation multi canaux

La présence des hommes d'Église catholiques sur les réseaux sociaux, type Facebook ou X (ex-twitter), n'est plus à démontrer, comme Goliath l'a déjà évoqué à travers la figure du « père Matthieu » qui dilue l'Évangile dans une soupe grand public. Désormais, ils investissent également le réseau social professionnel LinkedIn, à l'image du curé réac Pierre Amar, animateur de Padreblog, qui revendique plus de 10 000 abonnés : « *Une fois, on m'a dit que ce n'est pas normal qu'un prêtre expose des convictions religieuses sur un réseau purement professionnel. J'ai répondu que c'était justement mon boulot d'exposer des convictions religieuses.* » Et quitte à les exposer, autant le faire au plus grand nombre. « *Un de mes posts sur LinkedIn peut potentiellement être lu par mes 10 000 abonnés. A la messe, je prêche devant 600 personnes au maximum.* » Pour Stéphanie Laporte, consultante en communication Web, LinkedIn est la Mecque des coachs de vie, coachs professionnels, coach en développement... « *Qu'est-ce qu'un prêtre si ce n'est un coach théologique ?* » Au risque de s'y perdre. □ **Alexandre Ballario**